

Au Journal officiel du 12 au 18 juillet 2014

Au Journal officiel du 12 au 18 juillet 2014

21/07/2014

Au Journal officiel du 12 au 18 juillet 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 12 juillet 2014 :

· Rectificatif à l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant **réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives**.

Au JO du 13 juillet 2014 :

· Décret n° 2014-796 du 11 juillet 2014 relatif au **contrôle des caisses des règlements pécuniaires des avocats** - *Entrée en vigueur le 1er octobre 2014 - Modification du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 ;*

· Décret n° 2014-797 du 11 juillet 2014 relatif à la **mention « fait maison » dans les établissements de restauration commerciale ou de vente à emporter de plats préparés** - *Modification du Code de la consommation - Entrée en vigueur le 15 juillet 2014 ;*

Et arrêté du 11 juillet 2014 relatif à la mention « fait maison » dans les établissements de restauration commerciale ou de vente à emporter de plats préparés **[logo]** - *Entrée en vigueur le 15 juillet 2014 ;*

· Décret n° 2014-798 du 11 juillet 2014 portant diverses dispositions relatives à la **médecine du travail** - *Modification du Code du travail et du décret n° 90-277 du 28 mars 1990 ;*

Et décret n° 2014-799 du 11 juillet 2014 portant diverses dispositions relatives à l'organisation de la médecine du travail - *Modification du Code du travail.*

Au JO du 16 juillet 2014 :

· Arrêté du 4 juillet 2014 fixant le **modèle du formulaire « Déclaration en vue de la répartition entre les parents des trimestres d'assurance retraite attribués pour chaque enfant né ou adopté à compter du 1er janvier 2010 »**.

Au JO du 17 juillet 2014 :

· Décret n° 2014-800 du 15 juillet 2014 relatif à la **coopération entre les services de l'État et le conseil général en vue de favoriser la mixité sociale dans les collèges publics** - *Entrée en vigueur partielle le 1er septembre 2014 - Modification du Code de l'éducation ;*

· Arrêté du 24 juin 2014 établissant la **liste des plantes, autres que les champignons, autorisées dans les compléments alimentaires et les conditions de leur emploi** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015 ;*

· Arrêté du 9 juillet 2014 relatif aux modalités de distribution, recueil et conservation des **fiches de traçabilité** et de leur **transmission au directeur général de l'agence régionale de santé** en application de l'article R. 3115-67 du Code de la santé publique.

Au JO du 18 juillet 2014 :

· Ordonnance n° 2014-806 du 17 juillet 2014 *modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du Code de l'éducation* relatif aux **dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche** ;

· Ordonnance n° 2014-807 du 17 juillet 2014 *modifiant la partie législative du* **Code de l'éducation** ;

· Ordonnance n° 2014-811 du 17 juillet 2014 relative à la **procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise** - *Entrée en vigueur le 1er septembre 2014 - Modification du Code de l'urbanisme* ;

· Décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 **pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du Code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du Code général des impôts** - *Modification du Code général des impôts et du Code de la construction et de l'habitation* ;

· Arrêté du 9 juillet 2014 *modifiant l'arrêté du 23 décembre 2013* relatif à la **déclaration environnementale des produits de construction et de décoration destinés à un usage dans les ouvrages de bâtiment** ;

· Arrêté du 16 juillet 2014 abrogeant certaines **dispositions relatives à l'amiante dans les industries extractives**- *Abrogation de plusieurs textes non codifiés* ;

· Arrêté du 16 juillet 2014 *modifiant l'arrêté du 30 mars 2009* relatif aux **conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens** et *modifiant l'arrêté du 25 mai 2011* relatif à l'**application en outre-mer** de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens ;

Et arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux **critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôt développement durable et des avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens**.

La Rédaction Législation